

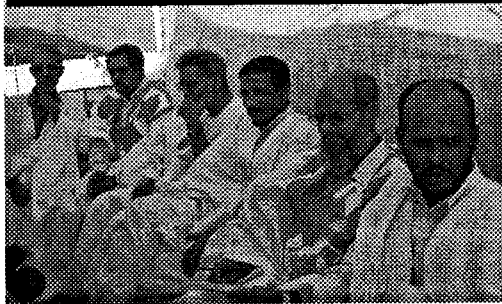
Après la libération des dirigeants islamistes

La troïka organise un point de presse

L'érudit Cheikh Mohamed El Hacem Ould Dedew, Moctar Ould Mohamed Moussa et Mohamed Jemil Ould Mansour, la troïka des dirigeants islamistes interpellés le 10 octobre dernier ont été libérés à l'aube du 16 octobre après avoir été maintenus en détention quelques jours à l'Ecole de Police de Nouakchott. Leur interpellation était intervenue dans le contexte du démantèlement d'une filière de recrutement au profit des putschistes en fuite et dans laquelle figureraient plusieurs jeunes militants islamistes.

P : 3

A droite: Jemil et Med Moussa au cours de la Conférence de presse



La troïka organise un point de presse

Les autorités ont choisi cette première journée du Ramadan, mois de recueillement et de piété pour libérer la troïka. Les dirigeants en question, ayant été interpellés selon un communiqué de la Police, rendu public après leur arrestation, pour être entendus sur les causes de la présence de jeunes appartenant à leur base dans la mouvance putschiste.

Au vu de leur libération, il semble que les enquêteurs n'ont finalement pas réussi à établir un lien entre les dirigeants et les jeunes militants islamistes, signalés dans la filière putschiste.

" Nous tenons à la paix sociale "

Ainsi dans l'après-midi de la même journée de ce 16 octobre à 17 heures, les dirigeants islamistes libérés ont organisé un point de presse au domicile de Jemil Ould Mansour sis au quartier de Baghdad à Nouakchott. En présence de l'ex-président Mohamed Khouna Ould Haidalla, de plusieurs dirigeants de partis d'opposition dont Mohamed Ould Maouloud (UFP), Ahmed Ould Daddah (RFD), El Khalil Ould Tiyeb (APP), Cheikh Ould Horma (PCD non reconnu) ainsi qu'un parterre de la Presse nationale et internationale, des familles des détenus civils et militaires et de militants islamistes, Moctar Ould Mohamed Moussa (un ancien ambassadeur) et Jemil Ould Mansour ont animé le point de presse avant l'arrivée de l'éminent Cheikh Mohamed El Hacen Ould Dedew. Ouvrant le point de Presse Ould Mohamed Moussa a pris la parole pour s'insurger contre "la fuite en avant" adoptée par les autorités face au blocage politique et l'adoption de solutions sécuritaires pour régler les crises politiques soulignant que les autorités s'intéressent plus aux effets de la crise qu'à ses causes. C'est dans ce contexte qu'intervient notre interpellation à affirmé Ould Mohamed Moussa alors que lui et ses amis dit-ils tiennent à la paix sociale. Ould Mohamed Moussa a par ailleurs dénoncé les manœuvres des autorités visant à établir un lien entre eux et des faits avec lesquels ils sont sans rapport.

Par la suite, la parole est revenue à Mohamed Jemil Ould Mansour qui a entretenu l'assistance des conditions de détention au cours de leur "séjour" à l'Ecole de Police. Mais auparavant Ould Mansour a tenu à rappeler que les islamistes avaient, avant leur interpellation précisé par voie de déclaration et d'initiative leur position sur les derniers développements et vis-à-vis de la violence de façon générale et ce, à travers l'appel lancé par le Cheikh Mohamed El Hacen Ould Dedew.

Surpris par l'interpellation et la libération

C'est ainsi que nous avons été surpris déclare Ould Mansour par cette interpellation suite à laquelle nous avons été conduits à l'Ecole de Police où nos interrogatoires se sont terminés les deux premières nuits de notre détention. Nos interrogatoires tournaient à poursuivi Ould Mansour, autour de trois axes. Le premier était relatif à ce que nous savons sur "les Cavaliers du changement", notre relation avec cette organisation et si, la présence de militants islamistes dans cette organisation prouve en fait, l'existence de cette relation ? Le

deuxième axe de l'interrogatoire s'intéressait à l'existence d'une organisation islamiste clandestine, et si oui, quelle est sa structure ? Son mode de financement ? Et ses objectifs ? Le troisième axe s'est traduit ajoute Ould Mansour par notre confrontation avec trois détenus : El Hor Ould Chbeilou, Sidi Mohamed Ould Mohamed et Mohamed El Moustapha Ould Sid'Ahmed . Malgré des différences de formulations nos réponses se résumaient ainsi a déclaré Jemil. Nous ne savons des " Cavaliers du changement " que ce que chacun connaît. Nous n'avons pas de relation avec eux. Nous avons choisi notre voie et ils ont choisi la leur. Concernant la présence de militants islamistes avec eux, notre position avait été rendue publique au préalable. Selon Jemil Ould Mansour, il s'agit d'accusations émanant des autorités qui doivent être prouvées et quand bien même des jeunes islamistes opteraient pour la violence par défaut de perspective, la mouvance islamiste aura le courage de se démarquer de telles options. Et d'ajouter que les islamistes ne feront pas de cadeau au Pouvoir en optant pour la clandestinité et rappelant qu'il leur est arrivé à plusieurs reprises de déposer

des demandes de reconnaissance pour une structure politique légale mais que les autorités ont toujours refusé d'accepter la création d'un tel parti, pour justement dit-il pousser les islamistes à œuvrer dans la clandestinité.

Au niveau de la confrontation avec les détenus de l'Ecole de Police Ould Mansour a souligné que malgré les pressions exercées sur le groupe de détenus à travers l'apparence visible sur ces derniers, de traces de traitements dégradants, aucune relation particulière n'a pu être établie entre les dirigeants islamistes et les détenus.

Après la fin des interrogatoires Ould Mansour croit avoir décelé "une gêne" dans la gestion de leur dossier. Parfois, le procureur de la République sis à Nouakchott leur rendait visite leur déclarant : " Vous allez être déféré au parquet de Nouakchott " et tantôt c'était celui de Rosso qui venait les voir pour leur dire qu'il avait leur dossier en charge. Intrigués par de telles informations s'inscrivant dans l'escalade, ils apprendront l'aube du 16 octobre qu' "un ordre venu d'en haut" les remettait en liberté.

CR IOM

En marge du point de Presse : Le Collectif des détenus civils et militaires s'exprime

C'est Mme Mariem Mint Hamadi qui s'est exprimée en marge de ce point de presse au nom de ce collectif. Mint Hamadi a déclaré : "Au nom des familles des détenus, je tiens à féliciter nos frères libérés aujourd'hui .Il est normal que nous, familles de détenus, soyons solidaires des détenus, à cause de ce que nous ressentons. Nous saisissons cette occasion pour demander la libération de nos détenus civils et militaires et particulièrement le groupe arrêté le 8 août 2004 dont le dossier avait été transmis à un Conseil d'enquête, qui avait pris une

mesure d'arrêt de 60 jours contre eux . Ces 60 jours sont terminés depuis une semaine et ils n'ont pas encore été libérés. Par ailleurs, nous vous informons que trente (30) de nos fils sont en détention dans des conditions non éclaircies. En outre, nous demandons un procès juste et équitable pour le Commandant Saleh Ould Hannena, qu'il bénéficie de tous ses droits et que sa famille puisse lui rendre visite. Ainsi nous lançons un appel à toutes les organisations de défense des droits de l'homme, nationales et internationales, pour qu'elles s'intéressent à ce dossier et qu'elles le suivent."



Mariem Mint Hamadi